

ROUSSEL, Stéphane (dir.), *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Outremont, QC, Athéna éditions, 2007, 231 p.

Niels Lachmann

Volume 39, Number 3, septembre 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/019320ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/019320ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachmann, N. (2008). Review of [ROUSSEL, Stéphane (dir.), *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Outremont, QC, Athéna éditions, 2007, 231 p.] *Études internationales*, 39(3), 478–481.  
<https://doi.org/10.7202/019320ar>

limiter, particulièrement quand des problèmes mondiaux vitaux sont en jeu.

Bouclant la boucle, David fait le bilan du débat sur les concepts d'hégémonie et d'empire, et conclut avec l'idée – ou la pirouette – que, si description et qualification de la forme exacte de la domination américaine donnent lieu à tant d'interprétations divergentes, cela est peut-être dû au fait que la politique étrangère américaine n'est pas le fruit d'une grande architecture, mais bien plus d'interactions fluctuantes entre des facteurs politiques et bureaucratiques. Plutôt que de chercher des explications globales, David incite les chercheurs qui veulent comprendre variables et constantes de la politique étrangère américaine à se pencher sur la complexité du processus de prise de décision.

Ces réflexions conclusives sont révélatrices de l'approche de l'ouvrage et de son intérêt : le lecteur, chercheur peut-être plus qu'étudiant, n'y trouvera ni une réponse tranchée à la question « hégémonie ou empire ? », ni une analyse prétendant expliquer globalement la nature de la puissance américaine actuelle. Mais il y trouvera des éclairages ponctuels qui lui permettront, peut-être, d'en comprendre un peu mieux certains des aspects.

Coralie HINDAWI

*Arnold Bergstraesser Institut, Freiburg et  
Université Pierre Mendès France, Grenoble*

### **Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne.**

ROUSSEL, Stéphane (dir.). *Outremont, QC, Athéna éditions, 2007, 231 p.*

En mêlant l'exploration du concept de culture stratégique à l'étude de l'action extérieure canadienne, l'ouvrage dirigé par Stéphane Roussel se propose d'apporter des approfondissements sur le plan empirique et théorique. Il présente aussi la particularité de prendre en compte au niveau conceptuel, outre la littérature anglo-saxonne, les réflexions d'auteurs francophones. Les contributions dans leur ensemble permettent de retrouver l'empreinte de la culture stratégique chez plusieurs sources et catégories d'acteurs. L'ouvrage est découpé en trois parties, la première s'intéressant aux enjeux conceptuels de la culture stratégique, la deuxième cherchant à montrer comment une culture stratégique spécifiquement canadienne marque la politique de défense du Canada, la troisième se consacrant aux débats politiques autour de cette culture stratégique canadienne et à son actualité.

La culture stratégique est un élément important pour appréhender l'action extérieure des États. À cet égard, dans le premier chapitre, Stéphane Roussel et David Morin font ressortir quatre éléments de la culture stratégique : elle appartient plutôt au monde des idées, se situe dans le cadre d'un groupe, est partagée en exclusivité par ce collectif, et s'avère être d'un caractère plutôt stable. Mais s'il y a donc un noyau commun autour de la définition de

ce qu'est la culture stratégique, l'utilisation du concept s'inscrit dans trois approches différentes : la première est « contextualiste » et cherche à établir les spécificités nationales qui marquent l'action extérieure ; la deuxième est « instrumentaliste » et met l'accent sur les rapports de domination à l'intérieur d'une communauté ; la troisième est « causale » et vise à expliquer le comportement d'un acteur. Ces trois acceptions ont donc comme point de référence des niveaux différents, sur le plan empirique, et ne partagent pas les mêmes bases épistémologiques, au niveau théorique. Ce dernier point se voit exploré plus profondément par David G. Haglund, avec l'exemple du débat entre approches contextualiste et causale (chap. 2). David Grondin prend ensuite le contre-pied de la plupart des contributeurs de l'ouvrage en s'appuyant sur une lecture instrumentaliste de la culture stratégique (chap. 3). Il critique notamment l'approche contextualiste de Colin S. Gray, dont l'incohérence sur le plan épistémologique, faisant passer des points de vue en fin de compte subjectifs pour des reflets de la réalité objective, entraîne inévitablement la légitimation d'un certain discours politique aux États-Unis comme « culture stratégique unitaire » états-unienne. Parmi les études de cas qui suivent, plusieurs s'inspirent plutôt de l'approche causale d'inspiration constructiviste, élaborée notamment par Alistair Iain Johnston, ainsi que le relève Kim Richard Nossal.

L'analyse de Nossal s'attache à montrer que l'espace politique considéré comme faisant partie du Canada,

le « royaume », dépasse souvent le territoire canadien, bien qu'il y ait des périodes et des tendances de « contraction » : l'empire britannique, l'appartenance à l'OTAN pendant la Guerre froide, les interventions de l'après-Guerre froide, enfin la perspective – incertaine – « d'un périmètre de sécurité continental » avec les États-Unis (chap. 4). Ce dépassement a son corollaire dans l'idée qu'il n'y a ni besoin, au vu de la situation géostratégique, ni moyen, au vu de l'étendue du territoire canadien, de défendre le Canada, selon une formule de Desmond Morton citée à plusieurs reprises dans l'ouvrage.

Les effets discutables de cette conception dans la pratique apparaissent dans les contributions de William Hogg puis de Justin Massie, qui étudient respectivement les éléments de continuité des livres blancs sur la politique étrangère en général et *l'Énoncé de politique internationale du Canada* de 2005 en particulier (chap. 5 et 10) ; de Douglas Bland, qui présente l'élaboration de la politique de défense par le biais d'une sorte de manuel d'instruction pour les militaires (chap. 6) ; et de David B. Dewitt, qui montre les difficultés de faire accepter une orientation de l'action extérieure en termes de « sécurité humaine » (chap. 7). Suivant Massie, dont la contribution se retrouve décalée de manière un peu artificielle dans l'ouvrage, *l'Énoncé de politique internationale du Canada* de 2005 est marqué par la persistance d'une culture stratégique « idéaliste, libérale et défensive » qui provoque pourtant plusieurs incohérences dans l'articulation de l'action extérieure canadienne, et notamment la

politique de défense ; son point de vue contredit ainsi la lecture plus positive du document esquissée par Hogg.

Des études de Hogg, Bland et Dewitt, il ressort que les problèmes signalés par Massie renvoient au manque de débat stratégique, qui mène à une continuité par défaut d'une culture stratégique internationaliste. Ces trois contributions suggèrent qu'au sein même de l'appareil étatique, il y a des acceptions diverses de la culture stratégique, qui d'ailleurs peuvent constituer un véritable triangle des Bermudes pour des nouvelles conceptions de l'action extérieure. Hogg observe que depuis une cinquantaine d'années, il y a une séparation, y compris au gouvernement, entre un internationalisme libéral plutôt interventionniste très populaire – auquel peut être attachée la volonté de faire de la sécurité humaine un élément prioritaire de l'action extérieure, comme le suggère Roussel – et une tendance des premiers ministres au pragmatisme concernant les coûts de l'engagement et l'observation du contexte international. Et si les militaires, selon Dewitt, se montrent réticents à adopter le cadre de la sécurité humaine, alors qu'ils appréhendent la défense du Canada de manière plus traditionnelle, Bland fait remarquer qu'ils se heurtent à leur tour à la réticence au niveau politique quant à l'attribution de moyens qui leur permettraient de remplir leurs missions, ou même d'ouvrir le débat sur l'emploi de la force armée.

Il en ressort le caractère peu propice au changement de la culture stratégique canadienne la plus

répandue, dans laquelle l'idée d'une défense du territoire est secondaire, et la présence du Canada sur le plan international comme « bon citoyen » et allié solidaire, tenue pour essentielle. Par exemple, selon Michel Fortmann et Martin Larose, la décision prise par Pierre Elliott Trudeau en avril 1969 de réduire et dénucléariser les troupes canadiennes stationnées en Europe n'empêche pas que l'action extérieure maintienne son axe prioritaire autour de l'appartenance à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, ce que Trudeau voulait changer (chap. 8). Stéphane Roussel et Charles-Alexandre Théorêt montrent de leur côté que les éléments les plus marquants de la culture stratégique canadienne ont même fini par être repris dans le mouvement souverainiste québécois, initialement porteur d'une contre-culture pacifiste, dont les postulats ne sont pas sans rappeler la réorientation tentée par Trudeau (chap. 9).

Dans la lignée de la suggestion de Haglund d'appréhender la culture stratégique comme un programme de recherche plutôt que comme une théorie, Roussel fait ressortir trois éléments importants de l'étude du cas canadien dans sa conclusion : l'existence de contre-cultures stratégiques aux marges des idées dominantes, la critique des effets de la culture stratégique dominante sur l'action extérieure par des tenants d'approches comme le libéralisme ou le réalisme, et l'absence de puissants chocs traumatiques dans l'expérience historique du Canada. Ces remarques montrent que l'ouvrage ne se limite pas à vouloir approfondir la réflexion théorique. Il cherche aussi à questionner l'état

actuel de la politique de défense canadienne, dont les incohérences sont signalées par plusieurs contributions. Trois genres de public peuvent alors y trouver matière à réflexion : les spécialistes du débat théorique, qui peuvent compter sur un bon état des lieux et quelques pistes de recherche enrichissantes ; les personnes cherchant à approfondir leur connaissance de l'action extérieure canadienne, notamment en ce qui concerne les forces armées ; et les acteurs eux-mêmes, d'autant plus concernés qu'ils sont confrontés actuellement, selon Roussel, au débat entre la culture stratégique internationaliste et une convergence nord-américaine avec la vision étatsunienne. Dans les trois cas, l'ouvrage constitue un enrichissement certain.

Niels LACHMANN

*SPIRIT, Institut d'études politiques de Bordeaux, France*

**The Admirals.  
Canada's Senior Naval Leadership  
in the Twentieth Century.**

*WHITBY, Michael, Richard H. GIMBLETT et Peter HAYDON. Coll. Leadership, Toronto, Dundurn Press, 2006, 414 p.*

Il y a un très grand manque de littérature savante sur tout ce qui se rapporte à la marine canadienne, dans à peu près toutes les disciplines. En histoire maritime, il est vrai, nous sommes un peu plus gâtés. Cela veut dire que presque n'importe quelle recherche dans le domaine trouvera son auditoire tout de suite, indépendamment de sa valeur en soi. Le présent ouvrage sur l'amirauté canadienne colmate une brèche très importante. Ce jugement demeure

malgré certaines réserves exprimées ci-après.

Whiteby, Gimblett et Haydon sont les directeurs d'un ouvrage qui trouve son origine à la sixième conférence historique sur le commandement maritime, à Halifax, en septembre 2002. Ils donnent à leur ouvrage une structure très simple : chaque chapitre se consacre à l'un des commandants de la marine, remontant jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, et la suite des chapitres est présentée en ordre chronologique. Presque tous les commandants s'y retrouvent, à quelques exceptions près. Le contenu est simple et facile d'accès : il s'agit la plupart du temps d'une énumération chronologique des principaux faits de carrière de ces commandants. On y trouve la liste des navires ou des flottes commandées, le répertoire de la formation suivie, une notice biographique et un portrait. Ne figurent pas les grands défis politiques, militaires ou autres auxquels certains d'entre eux ont dû faire face. Plusieurs des chapitres avaient déjà été publiés ailleurs. Pour le profane, le contenu n'est donc pas très intéressant.

Cela étant dit, il s'agit d'un ouvrage qui a sa place dans toute bibliothèque universitaire, car il a peu de chance de se faire concurrencer prochainement. Si certains manques sont à souligner, on ne peut pas douter de l'exactitude des faits rapportés. L'écriture est claire et l'ouvrage est facile à lire et à consulter pour qui cherche un renseignement particulier.

S'agit-il cependant d'un ouvrage de référence ou d'un essai ? C'est